

LE CHÔMAGE—LES GENS EN QUÊTE DE TRAVAIL

M. T. C. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles): Puis-je poser une question au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration? Pourrait-il nous fournir les chiffres établis par son ministère et nous dire le nombre de gens inscrits comme chômeurs et en quête de travail?

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Je n'ai pas les plus récentes données ici mais, le député le sait, je pourrai les lui fournir s'il le désire, comme je l'ai fait pour le mois précédent. Je le ferai bien volontiers encore une fois.

* * *

LA MAIN-D'ŒUVRE

LE PROGRAMME DE RECYCLAGE

M. Louis-Roland Comeau (South Western Nova): Une question pour le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Comme les gens qui suivent des cours de recyclage ne figurent pas au nombre des chômeurs, d'après ce que j'ai compris, le ministre serait-il disposé à faire une déclaration à l'appel des motions pour nous faire part de ses intentions au sujet des programmes de recyclage des adultes, pour la prochaine décennie par exemple?

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Je vais tâcher de trouver un moment approprié à une déclaration de ce genre à l'appel des motions, monsieur l'Orateur. Bien entendu, le nombre d'inscrits aux programmes de recyclage est un élément important de l'effectif du travail, mais ce nombre cette année n'a pas changé de façon appréciable par rapport à l'an dernier.

M. Comeau: La réduction de 15 p. 100 annoncée au sujet des subventions fédérales pour les cours de recyclage est-elle, de la part du gouvernement, l'admission de son échec?

M. l'Orateur: A l'ordre.

* * *

L'ASSURANCE-CHÔMAGE

LES BÉNÉFICIAIRES DE PRESTATIONS SAISONNIÈRES

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Le ministre prendrait-il le temps d'éclaircir ou de corriger sa déclaration suivant laquelle il n'y a pas eu d'augmentation dans le nombre des bénéficiaires des prestations saisonnières cette année parce que, suivant le BFS, la hausse a été d'environ 30 p. 100?

L'hon. Bryce Mackasey (ministre du Travail): J'ai dit dans ma déclaration, et je ne parlais pas entièrement d'après un texte rédigé, que le nombre des bénéficiaires, selon les derniers chiffres disponibles, c'est-à-dire ceux du 15 mai, s'élevait à 200,000. J'ai aussi signalé qu'il y en avait 180,000 à la même période l'an dernier. En précisant les données statistiques, le député dira peut-être à la Chambre que les chiffres qu'il a cités s'appliquaient au mois de février, tandis que ceux que j'ai moi-même cités s'appliquaient au mois de mai.

[L'hon. M. Mackasey.]

LA MAIN-D'ŒUVRE

ON SUGGÈRE UNE RENCONTRE AVEC LE MINISTRE DU TRAVAIL DU QUÉBEC EN VUE DE DÉTERMINER LA COMPÉTENCE

[Français]

M. Roch La Salle (Joliette): Monsieur le président, je désire poser une question supplémentaire au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration.

A la suite de la déclaration du ministre du Travail du Québec, qui est désireux d'obtenir la juridiction sur la main-d'œuvre en ce qui regarde le Québec, j'aimerais demander au ministre s'il serait disposé à reconstruire le plus tôt possible le ministre du Québec, en vue de définir le partage des responsabilités et faire une déclaration à ce sujet le plus tôt possible?

[Traduction]

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Des entretiens ont eu lieu entre le ministre québécois et moi-même et j'espère qu'il y en aura d'autres. A mon avis, notre position ne fait pas de doute. Les considérations économiques et la mobilité de la main-d'œuvre ont une importance vitale pour le gouvernement fédéral et tombent nettement sous sa juridiction.

* * *

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LES PROPOS DU PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DES PRIX ET DES REVENUS AU SUJET DE L'INFLATION—
LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE

M. David Lewis (York-Sud): Je voudrais poser au ministre des Finances une question qui découle d'une récente déclaration du président de la Commission des prix et des revenus, selon laquelle l'inflation demeure l'ennemi n° 1 du Canada sur le plan économique. Est-ce là la conviction du ministre et celle du gouvernement à l'heure actuelle et, si oui, le gouvernement a-t-il l'intention de poursuivre graduellement l'application de mesures de redressement économique?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Premièrement, je n'ai pas vu la déclaration du président de la Commission des prix et des revenus. Quant à la deuxième partie de la question, depuis plus d'un an, la politique du gouvernement est très expansionniste dans les deux domaines, fiscal et monétaire.

M. Lewis: Monsieur l'Orateur, le ministre ayant déclaré à plusieurs reprises qu'il fallait procéder sans trop de hâte afin d'éviter les poussées inflationnistes, dirait-il à la Chambre et au pays si le gouvernement a pour principe d'accélérer les mesures de relance économique, ou s'il entend les appliquer graduellement comme il l'a fait jusqu'ici?

L'hon. M. Benson: Monsieur l'Orateur, le gouvernement entend chercher à atteindre le plus rapidement possible le plein emploi et une stabilité raisonnable des prix.

M. Lewis: J'ai une autre question supplémentaire à poser.